

Sanction OK

Cedric

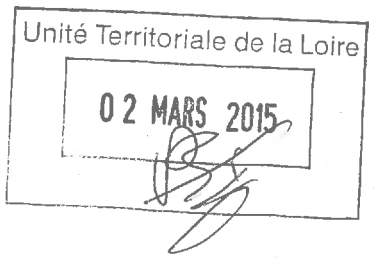
réseau

S3IC OK

S3-ds-0076



PRÉFET DE LA LOIRE



**ARRETÉ N° 68/DDPP/2015
portant mise en demeure**

Le Secrétaire Général
chargé de l'administration de l'État dans le département

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L. 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 août 2004 modifié réglementant les activités exercées par la société FRANCE BOIS IMPREGNES dans ses installations sises à BOISSET LES MONTROND, Le Cerizet ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 25 novembre 2014, établi à la suite d'une visite d'inspection du 20 novembre 2014 constatant le dépôt de bois bruts sur des zones non autorisées par l'arrêté préfectoral du 13 août 2004 susvisé ;

CONSIDERANT que les dispositions de l'article 3 PRESCRIPTIONS PARTICULIERES 3.3.1 (stockage de bois) de l'arrêté préfectoral du 13 août 2004 susvisé ne sont pas respectées ;

CONSIDERANT que certaines prescriptions applicables à l'installation susvisée ne sont pas respectées et qu'il y a donc lieu de mettre en demeure l'exploitant de les satisfaire afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire,

ARRETE

ARTICLE 1 :

La société FRANCE BOIS IMPREGNES sise à BOISSET LES MONTROND, lieu-dit "Le Cerizet" 42210 , est mise en demeure de respecter, sous un délai de 3 mois, l'article 3 PRESCRIPTIONS PARTICULIERES 3.3.1 (stockage de bois) de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 août 2004. En effet, les parcelles A16, A519 et A520 ne sont pas autorisées à stocker du bois.

ARTICLE 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'Environnement susvisé.

ARTICLE 3 :

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 :

Monsieur le Sous-Préfet de Montbrison, Madame la Directrice départementale de la protection des populations, Madame la Directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées et Madame le maire de BOISSET LES MONTROND sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée d'un mois en mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Étienne, le

24 FEV. 2015

Le Secrétaire Général
chargé de l'administration de l'État dans le département



GERARD LACROIX

Copie adressée à :

- Monsieur le Directeur

Société FRANCE BOIS IMPREGNES

Lieu-dit "Le Cerizet"

42210 BOISSET LES MONTROND

- Sous-Préfecture de Montbrison

- Madame le maire de BOISSET LES MONTROND

- Inspection des installations classées DREAL – Unité Territoriale de la Loire

- Archives

- Chrono